

l'avouer, je préfère sur cette question de suprématie britannique, les opinions de M. Asquith, de M. Churchill, de sir Edward Grey, à celle du député de Calgary.

L'honorable député affecte une haute estime pour l'Allemagne; mais, en témoignant de cette haute estime, il ajoute que toute probabilité, c'est bien la nation qui portera le défi à la suprématie navale de la Grande-Bretagne. Il s'est servi du mot familier "menace". Il ignorait sans doute que le langage dont il s'est servi—de concert avec ses collègues en d'autres circonstances tant devant cette Chambre qu'ailleurs, a créé un péril allemand, non pas en Allemagne, ou entre l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, mais dans les rangs du parti tory au Canada. Et en vue de dissiper ce danger, le Gouvernement a cru devoir nommer au conseil privé, au commencement de cette année, un honorable député qui possède toute mon estime, le député de Waterloo-sud (M. Clare). Les documents ont aussi annoncé que, pour apaiser davantage cette menace, on devait donner pour successeur au sénateur Sullivan, de Kingston, un estimable gentleman d'extraction-allemande, mais que la Providence a éloigné du théâtre de l'action, depuis qu'on a annoncé la chose. Le député de Calgary ignorait sans doute le fait, lorsqu'il a fait cette affirmation hier; mais il s'est servi des arguments qui nous sont tous familiers.

Monsieur l'Orateur, je ne saurais accepter son opinion sur la question de la suprématie britannique, contre l'avis de M. Asquith, de M. Churchill ou de sir Edward Grey. Je ne saurais non plus accepter son avis sur l'existence du péril allemand. Je préfère emprunter mes vues à une communication que j'ai sous les yeux, une lettre adressée au rédacteur du "Times" par trois messieurs dont je vais donner les noms dans un instant et qui sont les représentants du comité des affaires étrangères en Angleterre. Voici ce texte:

Au rédacteur du "Times".

Monsieur,—Depuis son inauguration, il y a un an passé, le comité des affaires étrangères a toujours préconisé l'importance d'améliorer les relations de ce pays avec l'Allemagne. Nous avons été heureux de remarquer que, depuis six mois, cette tension s'est relâchée, et que le gouvernement britannique et l'Allemagne ont conspiré d'un commun accord aux intérêts de la paix, au cours des négociations complexes se rattachant à la guerre des Balkans.

Nous nous empressons de saisir l'occasion d'exprimer notre profonde satisfaction de la nouvelle tournure favorable prise par les récentes déclarations de l'amiral von Tirpitz et Herr von Jagow. Nous ne voudrions pas témérairement exagérer la signification d'une déclaration dont nous n'avons encore qu'une pâle; encore moins voudrions-nous prétendre que toute cause de trouble soit disparue ou qu'on ait assigné une borne aux dépenses du budget naval. Nous désirons, toutefois, ex-

primer notre cordiale approbation de cette démarche décisive faite par le gouvernement allemand vers l'établissement d'une entente complète; et bien que nous ayons critiqué avec candeur l'attitude prise en mainte circonstance par sir Edward Grey, nous sommes tenus de reconnaître toute l'importance du rôle qu'il a joué en rendant cette démarche possible.

L'acceptation pour la première fois d'un type de force proportionnelle pour les deux flottes, et la déclaration portant les relations de l'Allemagne avec la Grande-Bretagne sont excellentes, ne sauraient manquer d'avoir un effet notable sur l'établissement d'une amitié durable entre les deux peuples. Nous avons confiance que l'esprit qui préside à ces ouvertures inspirera réciproquement dans la plus pleine mesure, notre gouvernement, et que toute proposition tendant à s'écarter de l'établissement de force navale établi l'an dernier serait péremptoirement écartée par le Gouvernement. Il est manifesté que la sanction de nouvelles augmentations rendrait tout d'accord absolument impossible.

Si les deux gouvernements peuvent arriver à une solution satisfaisante de cette question de nature si contentieuse, ils réfléchiront vraiment les sentiments du peuple des deux pays, et il y aurait lieu d'espérer que ce sera la fin de cette concurrence insensée en matière d'armements en Europe.

Mais le moment n'est pas venu de trop compter sur les développements futurs et nous nous contentons actuellement d'accepter sans réserve et sans appréhension le cours que les événements ont pris récemment.

Vos, etc.

(au nom du comité de la politique étrangère),  
COURTNEY OF PENWITH,  
Président.

L. T. HOBHOUSE,

Président effectif.

ARTHUR PONSONBY,

Secrétaire honoraire.

Les signatures qui sont apposées sur cette lettre doivent avoir un grand poids sur les esprits du pays. Le premier nom est celui d'un personnage qui a occupé pendant des années une place très importante à la chambre des communes anglaises; le second nom est aussi celui d'un homme qui a joué un rôle éminent dans la vie publique en Angleterre, et le troisième nom, si je ne me trompe, est celui d'une personne qui a été durant sa vie le secrétaire particulier ou qui a occupé quelque mission de confiance envers Sa Majesté la feu reine Victoria. Je répète que nous ne pouvons pas faire autrement que d'être très impressionnés par une déclaration qui est signée de noms comme ceux-là.

En réponse à une interrogation de mon honorable ami de Pictou (M. Macdonald) au sujet de la position prise par sir Charles Tupper à propos de la fédération impériale, l'honorable député de Calgary a admis que sir Charles Tupper était opposé à l'idée d'une contribution, mais il s'est efforcé de le justifier, si j'ai bien compris, en disant que sir Charles Tupper avait pris